

SAMIR, YAMANDA, SOFIANE

Ces jeunes qui ont essayé de marcher

Samir et ses amis ont dû faire plusieurs tours avec la voiture avant de pouvoir se garer et accéder à la place du 1^{er}-Mai pour rejoindre les manifestants.

Irane Belkhedim-Alger (Le Soir) - C'est là que Samir et ses amis se sont donné rendez-vous. Difficile de se retrouver et de se repérer. La placette est quadrillée par les policiers, les brigades anti-émeutes encerclent les lieux, ferment les accès et empêchent les manifestants d'avancer. Ils ont réussi à disperser la foule en petits groupes. Impossible de manifester. «Il ne nous laisse pas marcher ! C'est pas vrai !», lance Samir énervé. Les policiers le refoulent avec les autres. Il tente de résister, sans violence, mais en vain. Il est seul. Inquiet, il regarde autour de lui et cherche son amie Yamanda. Il se calme quand il la voit s'approcher. «Pourquoi cette répression pour une marche pacifique ! Une marche de la jeunesse algérienne !».

A 28 ans, Samir est cadre dans une entreprise nationale. Il a suivi une formation universitaire et est également membre du Collectif Libérez Mohamed Gharbi (LMG). Il précise, d'em-

blée, qu'il ne marche pas au nom du collectif LMG. «Nous sommes des amis qui ont voulu manifester ensemble. Depuis l'indépendance, l'Algérie n'a jamais été aussi riche. Paradoxalement, la population est très pauvre. Justice sociale et partage des richesses, c'est ce que je revendique en priorité», dit-il. Son amie Yamanda, 29 ans, avocate, qui ne comprend pas cette répression, elle recule, désarmée, déçue. «Inégalités, chômage et censure. C'est ce qu'offre ce système qui doit disparaître ! La liberté d'expression doit être garantie».

Grâce aux appels téléphoniques, les amis réussissent à se regrouper pour se soutenir. «Des gens pro-Bouteflika ont débarqué pour manifester leur soutien ! Je les ai vus ! C'est fou ! Je parie qu'ils ont été payés pour casser la manif», raconte Sofiane à ses amis. La bande de jeunes rebrousse chemin, emprunte les ruelles pour rejoindre la manifestation. Combien êtes-vous ? A



Photo : Samir Sid

cette question, ils répondent tous : 35 millions d'Algériens.

Les brigades anti-émeutes sont planquées partout, matraques à la main, prêtes à l'assaut. Un dispositif impressionnant. Les jeunes marchent séparément pour ne pas attirer l'attention. Ils arrivent à regagner la placette, mais sans pouvoir se regrouper. Les protestataires

sont disséminés et toutes les issues sont bloquées. Découragés, certains amis de la bande abandonnent. Samir, Yamanda et d'autres, plus obstinés, décident de continuer. Ils partent en courant rattraper une foule assiégée par les agents de l'ordre. Ils veulent essayer de marcher.

I. B.

FACE À UN DISPOSITIF DE SÉCURITÉ IMPRESSIONNANT

Les manifestants pris en étau

Le ton était donné dès les premières heures de la matinée d'hier à la place du 1^{er}-Mai. Un dispositif de sécurité impressionnant encerclait les lieux et tout regroupement a été empêché. Les membres des brigades anti-émeutes ont agi minutieusement tout au long de la journée, jugulant, ainsi, toute tentative d'avancée des groupes de marcheurs. Jouant au chat et à la souris, policiers et manifestants ont entamé un bras de fer inégal qui a pris fin en milieu d'après-midi avec un goût d'inachevé pour la CNCD.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Changement de stratégie côté forces de sécurité : les membres des brigades anti-émeutes ont investi la place du 1^{er}-Mai et ses alentours pour empêcher toute tentative de rassemblement.

Les premiers groupes de manifestants qui tentaient une approche vers le milieu de la place sont rapidement repoussés. La tension est à son comble. 10h30, un groupe de militants du RCD entonne des slogans hostiles au pouvoir, un important groupe d'URS avance en frappant les boucliers avec leurs matraques. Ils entourent le groupe sans intervenir dans un premier temps. Entre-temps, un autre groupe de manifestants entonne les slogans «Massira silmia» «Djazaïr horra démocratia».

Les policiers se préparent, avancent et chargent le groupe qu'ils repoussent vers la rue Belouizdad, à proximité du ministère de la Jeunesse et des Sports. 10h45, il est impossible pour les manifestants de se regrouper, tout autour de la place, des petits groupes sont encerclés par les policiers. Entre manifestants, policiers, journalistes et curieux, les alentours du 1^{er}-Mai sont noirs de monde.

Les membres des forces anti-émeutes forment de véritables «murs» infranchissables. A la moindre tentative des manifestants d'avancer, les «haies» soigneusement formées par les policiers avancent et chargent pour repousser ces derniers et les disperser. Ils ne s'avouent pas vaincus, et cer-



Photo : Samir Sid

tains d'entre eux essayent tout de suite après de reformer des groupes tout en enjoignant les manifestants de ne pas céder du terrain et de rester groupés. «Revenez, ne reculez pas, ne cédez pas le terrain», crie, en vain, un manifestant : les boucliers des policiers ne permettent pas aux marcheurs d'avancer. S'il n'y a pas eu d'arrestations, les policiers ont agi avec minutie et réussi leur mission, celle d'empêcher le moindre regroupement important. Ali-Yahia Abdenmour, président d'honneur de la Ligue algérienne des droits de l'homme, fait son apparition sous un concert d'applaudissements. Il tiendra, cependant, difficilement sous la pression du dispositif de sécurité.

La circulation n'est pas interrompue et les véhicules dirigés par les policiers ont du mal à se frayer un passage entre les manifestants et la foule de curieux.

Les manifestants, quoique malmenés, ne lâchent pas prise et continuent de crier leurs slogans. Ils ne résistent pas longtemps avant que les policiers ne chargent en avançant vers eux.

11 heures, M^e Bouchachi, membre de la CNCD, fait des déclarations à la presse, en même temps qu'arrivent sur les lieux les

groupes de jeunes qui crient leur soutien au président Bouteflika. Certains d'entre eux avancent et font face aux manifestants, d'autres sont contenus par les URS. Ils crient à ces derniers : «Ya la police, khalouna ras ras, (laissez-nous leur faire face)». Imperturbables, les policiers les empêchent de passer.

Des blessés sont évacués par la Protection civile, les manifestants sont repoussés jusqu'au siège de l'UGTA. Il leur est, désormais, impossible de se regrouper vu les interventions soigneusement orchestrées par les brigades anti-émeutes.

13 heures, la manifestation se réduit à de petits groupes formés principalement par des militants du RCD et des membres de la CNCD. Le dispositif de sécurité forme de larges cercles autour de la place, l'accès y est limité et les passants doivent faire un grand détour pour traverser les lieux.

Les manifestants se dispersent sans d'autres heurts avec les services de sécurité. Ces derniers, en dépit de leur maîtrise de la situation, commençaient à montrer des signes d'énervement avant que la place du 1^{er}-Mai ne se vide de ses occupants.

F.-Z. B.

Réactions à chaud

Achour Idir (Conseil des lycées d'Algérie) :

«Nous assistons à la même répression. Rien n'a changé mais la pression que nous exerçons sur le pouvoir nous permettra d'arracher des acquis, c'est le cas de la suppression de l'état d'urgence. Nous avons besoin de maintenir la pression. Nous sommes condamnés à reconquérir les espaces publics. Il nous faudra beaucoup de détermination pour continuer. Le pouvoir est en train de réinstaurer la peur mais c'est justement à ce niveau que se situe notre bataille. La capitale n'est pas une houma. Il faudra être vigilant afin de ne pas céder à la volonté du pouvoir de créer deux Algérie.»

Ali Yahia Abdenmour (Ligue algérienne de défense des droits de l'homme) :

«Je le répète : nous ne laisserons personne réprimer ou récupérer ce mouvement, ni le pouvoir ni les partis politiques.»



Salem Sadali (Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation) :

«Nous sommes toujours dans la même logique, celle de la violence. Le pouvoir veut mettre la société sur ce terrain. Nous restons fermes sur un principe : l'espace public n'appartient pas au régime. Nous sommes en train de jeter des ponts entre l'émeute et la manifestation pacifique. Les déclarations des responsables à l'extérieur n'ont rien à voir avec ce qui se passe sur le terrain. Ils sont en train de réprimer mais le mouvement fait tache d'huile. C'est le pari que l'on s'était fixé et nous sommes sur la bonne voie. Comme le fait El Kadhafi, le pouvoir algérien a trouvé la parade en mettant face à face le peuple. Nous lançons dans ce sens des appels à la vigilance.»

Maître Bouchachi (Ligue algérienne de défense des droits de l'homme) :

«C'est une marche pacifique pour faire prendre conscience au peuple la nécessité de lutter pour les libertés, toutes les libertés. Le pouvoir a marginalisé la population depuis trop longtemps. Il va falloir initier les Algériens à manifester pacifiquement. Lorsqu'on interdit à la population de marcher, il est difficile de dire par la suite que personne n'a voulu marcher. La Coordination se réunira très vite pour décider des suites à donner au mouvement.»



Présence remarquée des syndicalistes

Beaucoup de syndicalistes affiliés à des syndicats autonomes, membres de la Coordination nationale pour le changement et la démocratie ou pas, étaient présents à la manifestation d'hier. Pas le temps de recueillir les déclarations de Rachid Malaoui du Snapap. A peine arrivé sur place, ce dernier, qui était aux premières loges, a dû être évacué.

Victime d'un malaise après avoir été rudement bousculé, Malaoui semblait souffrir d'une vive douleur à la jambe.

Présence remarquée également de plusieurs membres du Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSP), avec à leur tête Mohamed Youssfi, présent, tient-il à préciser, à titre personnel. Idem pour Réda Djidjig, secrétaire général du Syndicat des maîtres-assistants, également présent non pas au nom de son syndicat mais à titre personnel.

Nawal Imès